

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203682]

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions pour la réalisation d'une étude carbone au sein des entreprises participant aux accords de branche

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 décembre 2013 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2014, l'article 32.01 du Titre VI-Service administratif à comptabilité autonome- du tableau annexé au décret;

Considérant le paquet européen énergie-climat;

Considérant l'obligation pour la Belgique et donc pour la Wallonie, de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2020;

Considérant qu'il est important de soutenir l'aide à la décision au sein des entreprises, en vue de leur permettre de limiter leurs émissions de dioxyde de carbone;

Considérant que dans le cadre des accords de branche de deuxième génération, la Wallonie s'engage, dans le cadre des budgets disponibles, à octroyer des contreparties aux entreprises contractantes et notamment la subside partielle des mappings CO₂;

Considérant la recommandation 2013/179/UE de la Commission européenne du 9 avril 2013 relative à l'utilisation de méthodes communes pour mesurer et indiquer la performance environnementale des produits et des organisations sur l'ensemble du cycle de vie;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 février 2014;

Vu l'avis de la Cellule autonome d'avis en développement durable, donné le 28 février 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 mars 2014;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 55.840/4, donné le 23 avril 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o Accord de branche : une convention environnementale au sens des articles D. 82 et suivants du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, relative à la réduction des émissions de CO₂ et à l'amélioration de l'efficacité énergétique;

2^o Agence : l'Agence wallonne de l'Air et du Climat;

3^o Etude carbone : étude au sein de l'entreprise qui consiste à comptabiliser les émissions de CO₂ résultant des activités d'une entreprise ou de la fabrication d'un produit, à hiérarchiser le poids des émissions et à proposer un plan d'action à court et à moyen terme pour réduire ces émissions;

4^o Ministre : le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions.

Art. 2. Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre accorde aux entreprises engagées dans un accord de branche, une subvention pour réaliser une étude carbone.

Art. 3. L'étude carbone respecte les exigences visées à l'annexe 1^{re}.

L'étude carbone est spécifique aux paramètres de l'entreprise.

Art. 4. L'étude carbone est réalisée, après la notification de la décision visée à l'article 9, alinéa 3, par une personne qui dispose des qualifications et de l'expérience visées à l'annexe 2.

Art. 5. Le montant de la subvention :

1^o est égal à 50 pour cent des coûts, hors T.V.A., des prestations nécessaires à la réalisation de l'étude carbone, déterminés dans le devis établi par la personne visée à l'article 4,

2^o ne dépasse pas 10.000 euros;

3^o peut couvrir des prestations internes à l'entreprise, qui sont :

a) validées par la personne visée à l'article 4;

b) jugées nécessaires à cette étude;

4^o ne couvre pas des dépenses pouvant être subventionnées au titre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE).

Art. 6. A la date d'introduction de la demande de subvention, l'entreprise est en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité ainsi que vis-à-vis des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales ou s'engage à se mettre en règle selon les délais déterminés par l'Agence.

Art. 7. La demande de subvention porte sur un projet d'étude carbone et est introduite à l'Agence, à l'aide du formulaire disponible sur le site de l'Agence, au plus tard le 15 octobre 2014.

La demande comporte au moins les données suivantes :

1^o coordonnées de l'entreprise qui demande la subvention et de la personne de contact;

2^o renseignements relatifs à la personne proposée pour réaliser l'étude carbone;

3^o le choix de la méthode de comptabilisation des émissions de CO₂;

4^o la définition du périmètre de l'étude sur lequel portera la comptabilisation des émissions de CO₂;

5^o un plan de travail précisant les différentes étapes de l'étude;

6^o le montant de l'aide demandée exprimée en euros, accompagné du devis qui :

a) est établi par la personne proposée pour réaliser la gestion carbone;

b) précise la répartition du montant entre les différentes étapes du plan de travail ;

c) reste valable au moins nonante jours à partir de l'envoi de la demande de subvention;

7^o les autres subventions ou aides de toutes origines que l'entreprise a sollicitées ou obtenues pour le même objet;

8^o une déclaration sur l'honneur précisant que le total des interventions publiques reçues par l'entreprise au cours des trois années précédant l'introduction de la demande de subvention n'atteint pas le plafond visé par le Règlement (CE) n^o 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis;

9^o une déclaration sur l'honneur précisant que l'entreprise répond aux conditions de l'article 6.

Art. 8. L'Agence vérifie si les projets d'étude carbone auxquels les demandes ont trait, répondent aux conditions visées par le présent arrêté.

L'Agence examine notamment la pertinence de la demande de subvention sur la base de la méthodologie et de la rigueur technique proposée ainsi que l'adéquation du projet à étudier au contexte de l'entreprise.

L'Agence notifie la décision du ministre au demandeur en ce qui concerne l'octroi ou non de la subvention, et son montant dans le délai visé à l'article 7, alinéa 2, 6°, et en tout cas au plus tard le 31 décembre 2014.

L'Agence tient une banque de données de tous les projets approuvés pour bénéficier d'une aide ainsi que du montant à octroyer.

Art. 9. La liquidation de la subvention s'effectue sur la base d'une déclaration de créance émise par l'entreprise accompagnée des justificatifs des dépenses et après approbation par l'Agence de l'étude carbone.

Les justificatifs des dépenses comprennent les factures de la personne qui a réalisé l'étude carbone, mentionnant le nombre de jours/hommes et, si la subvention couvre des prestations internes à l'entreprise, une attestation de la personne qui a réalisé l'étude carbone détaillant les prestations nécessaires à l'étude confiées au personnel de l'entreprise et certifiant le volume en heures et en qualification requise.

L'étude carbone est remise à l'Agence dans un délai ne dépassant pas un an à partir de la date de la notification de la décision visée à l'article 8, alinéa 3.

Art. 10. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Annexe 1^e

Exigences à respecter par l'étude carbone

L'étude carbone doit au minimum comprendre les étapes suivantes qui elles-mêmes doivent respecter un certain nombre d'exigences :

1. Comptabilisation des émissions de CO₂ :

- porte sur l'ensemble des émissions de CO₂, qu'elles soient directes ou indirectes;
- est faite en suivant une méthodologie de comptabilisation des émissions de CO₂ reprise dans le tableau ci-dessous ou une méthodologie équivalente;
 - définit un périmètre de l'objet étudié (produit ou entreprise);
 - définit les étapes du cycle de vie d'un produit prises en compte ou les sources d'émissions dans le cadre d'une comptabilisation de CO₂ au niveau d'une entreprise. Ces étapes ou postes émetteurs doivent au minimum être : la consommation d'énergie sur site, les intrants (matières premières), l'acheminement de ces intrants jusqu'au site, le fret des produits, l'utilisation du produit, la fin de vie du produit.

- définit les données nécessaires à collecter;

- identifie les étapes/sources les plus émettrices.

La comptabilisation des émissions de CO₂ est effectuée :

- en ayant un recours minimal à des échantillonnages sur le périmètre de l'objet étudié;
- en utilisant les méthodes donnant les résultats avec la meilleure précision et en ayant un recours minimal à des extrapolations et des approximations;
- en utilisant des facteurs d'émissions les plus précis possibles pour les postes d'émissions les plus significatifs.

Il est vivement recommandé de réaliser la comptabilisation des émissions de CO₂ pour la même année que celle qui a été utilisée pour réaliser l'audit énergétique du site. Le choix d'une autre année devra être justifié.

2. Identification du potentiel de réduction des émissions de CO₂ sur lequel l'entreprise peut avoir un impact

3. Plan d'action

- Définition d'un objectif de réduction réaliste;
- Définition, hiérarchisation des mesures et des moyens à mettre en œuvre;
- Définition des indicateurs de CO₂ évités par mesure.

Tableau : liste des méthodologies de comptabilisation des émissions de CO₂

Méthodologies	
Bilan des émissions de CO ₂ d'une entreprise	
ISO14064-1 [1] : Spécifications et lignes directrices, au niveau des organismes, pour la quantification et la déclaration des émissions et des suppressions des Gaz à Effet de Serre (GES)	Spécifie les principes et les exigences, au niveau des organismes, pour la quantification et la rédaction de rapports sur les émissions de GES
The GHG protocol [2] : Corporate standard & Corporate value chain	Corporate standard : méthodologies pour réaliser un inventaire et rapporter toutes les émissions de GES produites par une organisation privée et publique Corporate value chain : méthodologie pour évaluer les émissions de GES sur toute la chaîne de valeur d'une entreprise et pour identifier les meilleures façons de les réduire
Bilan Carbone® [3]	La méthode Bilan Carbone® permet d'évaluer les émissions de GES engendrées par l'ensemble des processus physiques qui sont nécessaires à l'existence d'une activité ou organisation humaine.

Méthodologies	
Bilan des émissions de CO ₂ d'un produit	
PAS2050 : 2011	Méthodologie pour évaluer les émissions de GES d'un produit sur tout son cycle de vie
GHG protocol : product standard	Méthodologie pour évaluer les émissions de GES d'un produit sur tout son cycle de vie
Analyse de Cycle de Vie d'un produit	
Analyse de Cycle de Vie, ACV en abrégé (ou Life Cycle Analysis-LCA)	Evalue l'impact environnemental (émissions de CO ₂ comprises) d'un produit, d'un service ou d'un système en relation à une fonction particulière et ceci en considérant toutes les étapes de son cycle de vie. Elle permet d'identifier les points sur lesquels un produit peut-être amélioré et elle contribue au développement de nouveaux produits.
Etudes ACV existantes au niveau européen ou international	De nombreuses études ACV ont été réalisées et sont disponibles. Plutôt que de refaire une étude ACV en partant de la base, les entreprises peuvent choisir d'adapter une étude ACV existante.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 relatif à l'octroi de subventions pour la réalisation d'une étude carbone au sein des entreprises participant aux accords de branche
Namur le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire
et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Annexe 2

Qualifications et expérience de la personne qui réalise l'étude carbone

Lorsque la personne qui réalise l'étude carbone est une personne morale, les exigences de qualification et d'expérience s'appliquent au minimum au chef de projet.

La personne qui réalise l'étude carbone devra avoir un diplôme de niveau baccalauréat au minimum. Elle devra en outre prouver soit:

- soit une expérience de minimum deux ans en étude carbone entreprises ou produit (comptabilisation, définition d'un plan d'action);
- soit une certification ou agrément obtenu à l'issue d'une formation dans une des méthodologies proposées dans le tableau en annexe 1^{re};
- soit fournir 2 références de moins de trois ans dont au moins une dans la méthodologie choisie.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 relatif à l'octroi de subventions pour la réalisation d'une étude carbone au sein des entreprises participant aux accords de branche.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Notes

[1] Plus d'information sur le site <http://www.iso.org>

[2] Plus d'information sur le site <http://www.ghgprotocol.org>

[3] Plus d'information sur le site <http://www.associationbilancarbone.fr/bilancarbone/index.php>

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203682]

15. MAI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Zuschüssen für die Durchführung von CO₂-Studien innerhalb der Unternehmen, die sich an den Branchenvereinbarungen beteiligen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. Dezember 2013 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2014, insbesondere des Artikels 32.01 von Titel VI - Verwaltungsdienststelle mit autonomer Buchführung - der demselben Dekret als Anlage beigefügten Tabelle;

In Erwägung des EU-Energie- und Klimapakets;

In Erwägung der Verpflichtung Belgiens und folglich der Wallonie zur Verringerung der Treibhausgasemissionen bis 2020;

In der Erwägung, dass es sich empfiehlt, die Entscheidungshilfe innerhalb der Unternehmen zu unterstützen, um ihnen die Eindämmung ihrer Kohlenstoffdioxidemissionen zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass sich die Wallonie im Rahmen der Branchenvereinbarungen der zweiten Generation dazu verpflichtet, innerhalb der Grenzen der verfügbaren Haushaltsmittel Gegenleistungen zugunsten der Unternehmen zu erbringen, die eine Vereinbarung geschlossen haben, insbesondere in der Form einer teilweisen Bezuschussung von CO₂-Mappings;

In Erwägung der Empfehlung 2013/179/EU der Europäischen Kommission vom 9. April 2013 für die Anwendung gemeinsamer Methoden zur Messung und Offenlegung der Umweltleistung von Produkten und Organisationen;

Aufgrund des am 21. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 28. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens der autonomen Begutachtungsstelle für die nachhaltige Entwicklung;

Aufgrund des am 20. März 2014 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 23. April 2014 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, Ziffer 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 55.840/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Branchenvereinbarung: eine Umweltvereinbarung im Sinne von Art. D.82 ff. des Buches I des Umweltgesetzbuches, die die Reduzierung der CO₂-Emissionen und die Verbesserung der Energieeffizienz zum Gegenstand hat;

2° Agentur: die "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Wallonische Luft- und Klimaagentur);

3° CO₂-Studie: eine innerhalb des Unternehmens durchgeführte Studie, die in der Erfassung der CO₂-Emissionen aus der Unternehmenstätigkeit oder aus der Herstellung eines Produkts, in der hierarchischen Einordnung der verschiedenen Emissionen je nach deren Last und in der Vorlage eines kurz- und langfristigen Aktionsplanvorschlags zur Reduzierung dieser Emissionen besteht;

4° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört.

Art. 2 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt der Minister den Unternehmen, die einer Branchenvereinbarung beigetreten sind, einen Zuschuss für die Durchführung einer CO₂-Studie.

Art. 3 - Die CO₂-Studie hat den Anforderungen nach Anlage 1 zu genügen.

Die CO₂-Studie muss den jeweiligen unternehmensspezifischen Parametern angepasst sein.

Art. 4 - Im Anschluss an die Zustellung des Beschlusses gemäß Artikel 9 Absatz 3 wird die CO₂-Studie von einer Person vorgenommen, die über die in Anlage 2 angeführten Qualifikationen und Erfahrung verfügt.

Art. 5 - Der Zuschussbetrag

1° entspricht 50% der Kosten abzgl. MwSt. für die zur Durchführung der CO₂-Studie notwendigen Dienstleistungen, so wie sie von der in Artikel 4 genannten Person in einem Voranschlag berechnet werden;

2° darf 10.000 Euro nicht übersteigen;

3° darf unternehmensinterne Leistungserbringungen abdecken, die

a) von der Person gemäß Artikel 4 gebilligt werden,

b) hinsichtlich der Studie für nötig erachtet werden;

4° wird nicht für Ausgaben erteilt, die im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor (AMURE) bezuschusst werden können.

Art. 6 - Zum Zeitpunkt der Einreichung des Zuschussantrags hat das Unternehmen den gesetzlichen Bestimmungen in Bezug auf die Ausübung seiner Tätigkeit sowie den steuerrechtlichen, sozialen und umweltrechtlichen Vorschriften und Regelungen zu genügen oder sich zu verpflichten, den einschlägigen Auflagen innerhalb der von der Agentur festgelegten Frist nachzukommen.

Art. 7 - Der Zuschussantrag bezieht sich auf eine geplante CO₂-Studie und wird bis zum 15. Oktober 2014 mit Hilfe des auf der Agentur-Webseite abrufbaren Formulars bei der Agentur gestellt.

Der Antrag enthält mindestens folgende Angaben:

1° Kontaktdaten des Unternehmens, das den Zuschuss beantragt, und der Kontaktperson,

2° Informationen über die für die Durchführung der CO₂-Studie vorgeschlagene Person,

3° die ausgewählte Methode für die Berechnung der CO₂-Emissionen,

4° die Abgrenzung des Untersuchungsrahmens bei der Erfassung der CO₂-Emissionen,

5° einen Arbeitsplan mit Angabe der verschiedenen Studienphasen,

6° den Betrag der beantragten Beihilfe in Euro zusammen mit dem Kostenvoranschlag, der

a) von der als Verantwortliche(r) für das CO₂-Management vorgeschlagenen Person erstellt wird,

b) die Aufteilung des Betrags zwischen den verschiedenen Stadien des Arbeitsplans erklärt und

c) wenigstens neunzig Tage ab Übermittlung des Zulassungsantrags zutreffend bleibt

7° die anderen Zuschüsse oder Beihilfen gleich welchen Ursprungs, die das Unternehmen aus demselben Anlass beantragt bzw. erhalten hat,

8° eine ehrenwörtliche Erklärung, dass der Gesamtbetrag der dem Unternehmen in den drei Jahren vor Beantragung des Zuschusses geleisteten öffentlichen Beihilfen den Höchstbetrag im Sinne der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen nicht erreicht,

9° eine ehrenwörtliche Erklärung, dass das Unternehmen die Auflagen von Artikel 6 erfüllt.

Art. 8 - Die Agentur überprüft, ob die geplanten CO₂-Studien, auf die sich die Anträge beziehen, den in diesem Erlass angeführten Bedingungen entsprechen.

Insbesondere prüft die Agentur auf der Grundlage der vorgeschlagenen Methodik und technischen Strenge sowie der Übereinstimmung des zu untersuchenden Projekts mit dem Kontext des Unternehmens die Relevanz des Bezuschussungsantrags.

Innerhalb der in Artikel 7, Absatz 2, Ziffer 6° genannten Frist und jedenfalls bis zum 31. Dezember 2014 stellt die Agentur den Beschluss des Ministers betreffend die (Nicht)Gewährung des Zuschusses und dessen Betrag dem Antragsteller zu.

Die Agentur führt eine Datenbank mit Angaben zu allen für eine Beihilfeleistung genehmigten Projekten sowie mit Angabe der zu gewährenden Beträge.

Art. 9 - Die Auszahlung des Zuschusses erfolgt auf der Grundlage einer Forderungsanmeldung des Unternehmens und der einschlägigen Ausgabenbelege, nachdem die Agentur die CO₂-Studie gutgeheißen hat.

Die Ausgabenbelege umfassen die Rechnungen der Person, die die CO₂-Studie durchgeführt hat, mit Angabe der Anzahl Arbeitertage, und falls der Zuschuss unternehmensinterne Dienstleistungen abdecken soll, eine Bescheinigung der Person, die die CO₂-Studie durchgeführt hat, in der die für die Studie notwendigen Dienstleistungen, mit denen Unternehmensmitarbeiter betraut wurden, im Einzelnen ausgeführt sind, und die Stundenanzahl und die erforderliche Qualifikation bezeugt werden.

Die Studie ist binnen einer Frist, die ein Jahr ab dem Zeitpunkt der Beschlusszustellung gemäß Artikel 8 Absatz 3 nicht überschreiten darf, der Agentur vorzulegen.

Art. 10 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Mai 2014.

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,

Ph. HENRY

Anlage 1

Zu erfüllende Anforderungen an der CO₂-Studie

Die CO₂-Studie muss mindestens in den nachstehend angeführten Phasen bestehen, die ihrerseits bestimmten Anforderungen genügen müssen:

1. Berechnung der CO₂-Emissionen:

- erstreckt sich auf sämtliche CO₂-Emissionen, ob es sich um direkte oder indirekte Emissionen handelt,
- wird nach einer in der untenstehenden Tabelle genannten Methodik zur Berechnung der CO₂-Emissionen oder nach einer gleichwertigen Methodik durchgeführt,
- setzt den Rahmen für den Studiengegenstand (Produkt oder Unternehmen),
- bestimmt die zu berücksichtigenden Lebenswegphasen eines Produkts oder die Emissionsquellen im Rahmen einer CO₂-Berechnung auf Ebene eines Unternehmens. Bei der Absonderung dieser Phasen bzw. Emissionsstellen ist wenigstens Folgendes anzugeben: der Energieverbrauch vor Ort, die Inputs (Rohstoffe), die Beförderung dieser Inputs zum betreffenden Standort, die Fracht der Produkte, die jeweilige Produktnutzung und das Lebensende des Produkts,
- die zu erhebenden notwendigen Daten,
- die am meisten emittierenden Phasen/Quellen.

Die Berechnung der CO₂-Emissionen erfolgt

- unter Durchführung einer so geringen Anzahl Probenentnahmen im Studiengegenstand wie möglich,
- unter Anwendung der Methoden, die ihre Ergebnisse mit der höchsten Genauigkeit erzielen, und mit so wenigen Verallgemeinerungen und ungefähren Schätzungen wie möglich,
- unter Anwendung so genauer Emissionsfaktoren wie möglich für die bedeutendsten Emissionsstellen.

Es wird dringend empfohlen, die Berechnung der CO₂-Emissionen in demselben Jahr wie das Energieaudit des Standorts vorzunehmen. Die Wahl eines anderen Jahrs muss gerechtfertigt werden.

2. Identifizierung des CO₂-Reduktionspotenzials, auf welches das Unternehmen Auswirkungen haben kann

3. Aktionsplan

- Realistische Zielsetzungen für die CO₂-Verringerung,
- Festlegung und hierarchische Anordnung der einzusetzenden Maßnahmen und Mittel,
- Bestimmung der Indikatoren für vermiedene CO₂-Emissionen je Maßnahme.

Tabelle: Liste der Berechnungsmethoden für CO₂-Emissionen

Methoden	
Bilanzierung der CO ₂ -Emissionen eines Unternehmens	
ISO14064-1 [1]: Spezifikationen und Leitlinien zur quantitativen Bestimmung und Berichterstattung von Treibhausgasemissionen und zur Verringerung von Treibhausgasen (THG) auf Organisationsebene	Legt die Prinzipien und Anforderungen für die Berechnung und die Berichterstattung von THG-Emissionen auf Organisationsebene dar

Methoden	
The GHG protocol [2]: Corporate standard & Corporate value chain	Corporate standard: Methoden für die Bestandsaufnahme und Berichterstattung von allen THG-Emissionen einer privaten bzw. öffentlichen Organisation Corporate value chain: Methode für die Beurteilung der THG-Emissionen entlang der gesamten Wertschöpfungskette eines Unternehmens und für die Ermittlung der wirksamsten Vorgehensweisen zu deren Verringerung
Bilan Carbone® [3]	Durch die Bilan-Carbone®-Methode ("Kohlenstoffbilanz") können die THG-Emissionen aus sämtlichen für das Bestehen einer menschlichen Aktivität oder Organisation notwendigen physikalischen Prozessen beurteilt werden
Bilanzierung der CO ₂ -Emissionen für ein Produkts	
PAS2050: 2011	Methode zur Beurteilung der durch ein Produkt während des gesamten Lebenszyklus verursachten THG-Emissionen
GHG protocol: product standard	Methode zur Beurteilung der durch ein Produkt während des gesamten Lebenszyklus verursachten THG-Emissionen
Lebenszyklusanalyse eines Produkts	
Lebenszyklusanalyse, abgekürzt LCA für "Life Cycle Analysis" (auch: Ökobilanz)	Beurteilt die Umweltauswirkungen (einschließlich der CO ₂ -Emissionen) eines Produkts, einer Dienstleistung oder eines Systems im Hinblick auf eine bestimmte Funktion unter Berücksichtigung aller Lebenswegphasen. Durch diese Methode können die Punkte ermittelt werden, in denen sich ein Produkt als verbesserungsfähig erweist, und wird ein Beitrag zur Entwicklung neuer Produkte geleistet.
Existierende LCA-Studien auf europäischer oder internationaler Ebene	Zahlreiche LCA-Studien sind durchgeführt worden und stehen derzeit zur Verfügung. Anstatt mit einer neuen Studie bei null anzufangen, haben die Unternehmen die Möglichkeit, eine bestehende LCA-Studie anzupassen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 über die Gewährung von Zuschüssen für die Durchführung von CO₂-Studien innerhalb der Unternehmen, die sich an den Branchenvereinbarungen beteiligen, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 15. Mai 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Anlage 2

Qualifikationen und Erfahrung der Person, die eine CO₂-Studie durchführt

Wenn die eine CO₂-Studie durchführende Person eine juristische Person ist, gelten die Qualifikations- und Erfahrungsanforderungen mindestens für den Projektleiter.

Die Person, die eine CO₂-Studie durchführt, muss mindestens im Besitz eines Bachelordiploms sein. Zudem hat sie Folgendes nachzuweisen:

- entweder eine Mindesteinfahrung von 2 Jahren in CO₂-Studien bei Unternehmen oder Produkten (Berechnung, Erarbeitung eines Aktionsplans),
- oder eine Bescheinigung bzw. Zulassung, die infolge einer Ausbildung in einer der in der Tabelle in Anlage 1 vorgeschlagenen Methoden erteilt wurde,
- oder 2 Arbeitszeugnisse von weniger als 3 Jahren, worunter sich wenigstens eins auf die gewählte Methode bezieht.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 über die Gewährung von Zuschüssen für die Durchführung von CO₂-Studien innerhalb der Unternehmen, die sich an den Branchenvereinbarungen beteiligen, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 15. Mai 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Fußnote

[1] Mehr Informationen auf der Webseite <http://www.iso.org>

[2] Mehr Informationen auf der Webseite <http://www.ghgprotocol.org>

[3] Mehr Informationen auf der Webseite <http://www.associationbilancarbone.fr/bilancarbone/index.php>

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203682]

15 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van subsidies voor de uitvoering van een koolstofbalans in de ondernemingen die aan de sectorovereenkomsten deelnemen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 december 2013 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2014, artikel 32.01 van Titel VI-Administratieve dienst met zelfstandige boekhouding- van de tabel als bijlage bij het decreet;

Gelet op het Europese energie-klimaat-pakket;

Gelet op de verplichting voor België, en dus voor Wallonië, om de uitstoot van broeikasgassen tegen 2020 terug te dringen;

Overwegende dat beleidsondersteuning aan ondernemingen nodig is om ze te begeleiden in het verminderen van koolstofdioxide-emissies;

Overwegende dat Wallonië zich in het kader van de sectorovereenkomsten van de tweede generatie toe verbindt om in het kader van de beschikbare begrotingskredieten compensaties te voorzien voor de deelnemende ondernemingen, en met name de gedeeltelijke subsidiëring van de CO₂-mappings;

Gelet op Aanbeveling 2013/179/EU van de Europese Commissie van 9 april 2013 over het gebruik van gemeenschappelijke methoden voor het meten en bekendmaken van de milieuprestatie van producten en organisaties gedurende hun levenscyclus;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 februari 2014;

Gelet op het advies van de adviescel voor duurzame ontwikkeling, gegeven op 28 februari 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 maart 2014;

Gelet op het advies nr. 55.840/4 van de Raad van State, gegeven op 23 april 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o Sectorovereenkomst : milieubeleidsvereenkomst, in de zin van de artikelen D.82 en volgende van Boek I van het Milieuwetboek met betrekking tot de vermindering van de CO₂-uitstoot en een verbeterde milieu-efficiëntie;

2^o Agentschap : het « Agence wallonne de l'Air et du Climat » (Waals Agentschap voor Lucht en Klimaat);

3^o koolstofbalans : onderzoek waarbij, binnen in de onderneming, de CO₂-uitstoot uit de activiteit van die onderneming of de vervaardiging van een product berekend wordt, het aandeel van elke vorm van uitstoot bepaald wordt en een actieplan op korte en middellange termijn voor een verminderde uitstoot voorgesteld wordt;

4^o Minister: de Minister die voor Leefmilieu bevoegd is.

Art. 2. Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Minister de ondernemingen die een sectorovereenkomst aangaan, een subsidie voor de uitvoering van een koolstofbalans.

Art. 3. De koolstofbalans neemt de vereisten bedoeld in bijlage 1 in acht.

De koolstofbalans is specifiek voor de parameters van de onderneming.

Art. 4. De koolstofbalans wordt na kennisgeving van de beslissing bedoeld in artikel 9, lid 3, uitgevoerd door een persoon die de kwalificaties en de ervaring bedoeld in bijlage 2 bezit.

Art 5. Het bedrag van de subsidie :

1^o is gelijk aan 50 percent van de kosten, btw niet meegerekend, van de prestaties voor de uitvoering van de koolstofbalans, berekend in het bestek opgesteld door de persoon bedoeld in artikel 4;

2^o overschrijdt niet 10.000 euro;

3^o kan dienen ter dekking van bedrijfsinterne prestaties, die :

a) bekrachtigd worden door de persoon bedoeld in artikel 4;

b) nodig worden geacht voor dat onderzoek;

4^o geen uitgaven dekken die gesubsidieerd kunnen worden onder het toepassingsgebied van het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector (AMURE).

Art. 6. Op de datum van indiening van de subsidie-aanvraag leeft de onderneming de wettelijke bepalingen in acht ter regeling van haar activiteit, evenals de fiscale, sociale en leefmilieuwetgeving- en reglementering of verbindt zich ertoe zich ernaar te schikken volgens de termijnen opgelegd door het Agentschap.

Art. 7. De subsidie-aanvraag heeft betrekking op een ontwerp-koolstofbalans en wordt uiterlijk op 15 oktober 2014 bij het Agentschap ingediend middels het formulier, downloadbaar op de website van het Agentschap.

De aanvraag bevat minstens volgende gegevens :

1^o adresgegevens van de onderneming die de subsidie aanvraagt, en de contactpersoon;

2^o inlichtingen in verband met de persoon die aangesteld wordt om de koolstofbalans uit te voeren;

3^o de keuze van de berekeningsmethode van de CO₂-uitstoot;

4^o de omschrijving van de perimeter van het onderzoek waarop de berekening van de CO₂-uitstoot betrekking zal hebben;

5^o een stappenplan van het onderzoek;

6^o het bedrag van de aangevraagde tegemoetkoming, uitgedrukt in euro, samen met het bestek :

a) opgesteld door de persoon die aangesteld wordt om de koolstofbalans uit te voeren;

b) waarin het bedrag opgesplitst wordt tussen de verschillende stappen van het proces;

c) dat minstens 90 dagen geldig blijft te rekenen van het versturen van de subsidie-aanvraag;

7^o de andere subsidies of tegemoetkomingen, van welke oorsprong ook, die het bedrijf voor hetzelfde voorwerp aangevraagd of gekregen heeft;

8° een verklaring op erewoord dat het totaal van de overheidssteun gekregen door de onderneming in de loop van de drie jaar voorafgaand aan de indiening van de subsidie-aanvraag de limiet niet bereikt aangewezen in Verordening (EG) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun;

9° een verklaring op erewoord dat de onderneming voldoet aan de voorwaarden van artikel 6.

Art. 8. Het Agentschap gaat na of de ontwerpen van koolstofbalans waarop de aanvragen betrekking hebben, voldoen aan de voorwaarden bedoeld in dit besluit.

Het Agentschap gaat met name na of de subsidie-aanvraag relevant is op grond van de voorgestelde methodologie en technische nauwkeurigheid, en of het onderzoeksontwerp kadert met de onderneming.

Het Agentschap geeft kennis van de beslissing van de Minister aan de aanvrager betreffende de al dan niet toekenning van de subsidie en van het bedrag ervan binnen de termijn bedoeld in artikel 7, lid 2, 6°, en hoe dan ook uiterlijk op 31 december 2014.

Het Agentschap houdt een databank bij met alle goedgekeurde ontwerpen waarvoor een tegemoetkoming wordt toegekend, evenals met alle toe te kennen bedragen.

Art. 9. De vereffening van de subsidie wordt verricht op grond van een schuldvorderingsaangifte van de onderneming, samen met de verantwoordingsstukken voor de uitgaven, na goedkeuring van de koolstofbalans door het Agentschap.

De verantwoordingsstukken voor de uitgaven bevatten de facturen van de persoon die de koolstofbalans heeft uitgevoerd, met vermelding van het aantal dagen/manschappen en, indien de subsidie bedrijfsinterne prestaties dekt, een attest van de persoon die de koolstofbalans heeft uitgevoerd, met een omstandige omschrijving van de prestaties nodig voor het onderzoek, opgedragen aan het personeel van de onderneming, waarbij het volume van het aantal uren en van de vereiste kwalificatie bevestigd wordt.

De koolstofbalans wordt bij het Agentschap ingediend binnen een termijn van minder dan één jaar te rekenen van de datum van kennisgeving van de beslissing bedoeld in artikel 8, lid 3.

Art. 10. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

Bijlage 1

Vereisten, in acht te nemen bij koolstofbalans

De koolstofbalans moet minstens uit volgende stappen bestaan, en die stappen moeten tegelijk voldoen aan een bepaald aantal vereisten :

1. Berekening van CO₂-emissies

- met betrekking tot de gezamenlijke CO₂-emissies, rechtstreeks of onrechtstreeks;
- volgens een berekeningsmethode voor CO₂-emissies vermeld in onderstaande tabel of een andere gelijkwaardige methodologie;
- met omschrijving van een onderzoeksperimeter (product of onderneming);
- met omschrijving van de stadia van de levenscyclus van een product, waarmee rekening wordt gehouden, of de emissiebronnen in het kader van een CO₂-berekening op ondernemingsniveau. Die stappen of emissieposten zijn minstens : de energieconsumptie ter plaatse, de productiemiddelen (grondstoffen), het vervoer ervan naar de site, het productvervoer, het gebruik van het product, het levenseinde van het product;

- met omschrijving van de noodzakelijk in te zamelen gegevens;
- met identificatie van de stappen/bronnen met de meeste uitstoot.

Berekening van CO₂-emissies :

- benodigt een minimaal aantal monsters van de onderzoeksperimeter;
- wendt de methodes aan die het meeste resultaat met de grootste nauwkeurigheid en de minste extrapolaties en benaderingen opleveren;
- gebruikt de meest nauwkeurige uitstootfactoren voor de meest beduidende emissieposten.

Er wordt ten strengste aanbevolen de berekening van de CO₂-uitstoot uit te voeren voor hetzelfde jaar waarin ook de energie-audit voor de site werd uitgevoerd. Indien een ander jaar wordt gekozen, is een verantwoording nodig.

2. Identificatie van het potentieel inzake verminderde CO₂-uitstoot waarop de onderneming een impact kan hebben.

3. Actieplan :

- Omschrijving van een realistische verminderingdoelstelling;
- Omschrijving, hiërarchisering van de maatregelen en aan te wenden middelen;
- Omschrijving van de CO₂-indicatoren die per maatregel voorkomen worden.

Tabel : lijst van de berekeningsmethodes van de CO₂-uitstoot

Methodes	
Koolstofbalans van een onderneming	
ISO14064-1 [1]: Specificaties en richtlijnen voor kwantificering en verslaglegging van broeikasgasemissies en -verwijdering op bedrijfsniveau	Duidt de beginselen en vereisten opgelegd aan bedrijven aan voor de kwantificering en de verslaglegging inzake broeikasgassen

Methodes	
The GHG protocol [2]: Corporate standard & Corporate value chain	Corporate standard: Methodes om een inventaris uit te voeren en elke uitstoot van broeikasgassen door een privé-bedrijf of een publieke organisatie te rapporteren Corporate value chain: Methode om uitstoot van broeikasgassen te berekenen over de gehele waardeketen van een onderneming en om de beste manier om ze te verlagen eenduidig te maken
Bilan Carbone® [3]	Deze methode dient voor de berekening van de uitstoot van broeikasgassen door de gezamenlijke fysische processen nodig voor het bestaan van een menselijke activiteit of organisatie.
Koolstofbalans van een product	
PAS2050 : 2011	Methode om de uitstoot van broeikasgassen door een product over zijn gehele levenscyclus te berekenen
GHG protocol : product standard	Methode om de uitstoot van broeikasgassen door een product over zijn gehele levenscyclus te berekenen
Analyse van de levenscyclus van een product	
Life Cycle Analysis-LCA (Levenscyclusanalyse)	Beoordeelt de leefmilieu-impact (met inbegrip van CO ₂ -uitstoot) van een product, een dienst of een systeem in verhouding tot een bijzondere functie, rekening houdend met alle stadia in de levenscyclus. Daardoor kunnen de punten worden onderscheiden waarop een product misschien verbeterd kan worden. Draagt bij tot de ontwikkeling van nieuwe producten.
Bestaande levenscyclusanalyses op Europees of internationaal niveau.	Talrijke levenscyclusanalyses werden uitgevoerd en zijn beschikbaar. Eerder dan een levenscyclusanalyse van nul op te starten, kiezen de ondernemingen het liefst voor de aanpassing van een bestaande analyse.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 betreffende de toekenning van subsidies voor de uitvoering van een koolstofbalans in de ondernemingen die aan de sectorovereenkomsten deelnemen.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage 2

Kwalificaties en ervaring van de persoon die de koolstofbalans uitvoert

Wanneer de persoon die de koolstofbalans uitvoert, een rechtspersoon is, gelden de vereisten inzake kwalificatie en ervaring minstens voor de projectleider.

De persoon die de koolstofbalans uitvoert moet minstens een bachelordiploma bezitten. Daarnaast dient ze het volgende aan te tonen :

- ofwel minstens twee jaar ervaring in koolstofbalansen bij ondernemingen of voor producten (berekening, omschrijving van een actieplan);
- ofwel een certificering of een erkenning verkregen na afloop van een vorming voor een methode omschreven in de tabel in bijlage 1;
- ofwel minstens twee referenties kunnen voorleggen van minder dan drie jaar oud, voor minstens één gekozen methode.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 betreffende de toekenning van subsidies voor de uitvoering van een koolstofbalans in de ondernemingen die aan de sectorovereenkomsten deelnemen.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Nota's

[1] Voor verdere informatie, zie <http://www.iso.org>

[2] Voor verdere informatie zie website <http://www.ghgprotocol.org>

[3] Voor verdere informatie zie website <http://www.associationbilancarbonate.fr/bilancarbonate/index.php>